

NIGER

Menaces sur la paix. Pendant ce temps, les affaires continuent...



Moussa Tchangari,
directeur du groupe
Alternatives Espace

Citoyen, est une des personnalités les plus en vue de la société civile nigérienne. Son passage en France, à l'invitation de Survie a été l'occasion de mieux cerner le contexte qui prévaut au Niger, et qui a vu naître l'an dernier, un mouvement de contestation armée, dont les contours ne sont pas toujours faciles à définir...

Février 2007. Un nouveau site de prospection d'Areva est attaqué. La rébellion du nord-Niger fait parler d'elle pour la première fois dans les médias français. Contrairement à la rébellion touarègue de 1990, le mouvement se revendique cette fois-ci de tous les Nigériens, et appelle avant tout à une meilleure répartition des pouvoirs politiques et des ressources nationales, en particulier des richesses de sous-sol nigérien. Un an durant, le président Tandja refusera de considérer ce mouvement, et niera son existence, tout en essayant, sans succès, de l'écraser militairement. En effet, le Mouvement nigérien pour la Justice (MNJ) se joue des forces armées nigériennes et met en garde qu'aucune solution durable n'est envisageable sans la résolution du conflit.

Moussa Tchangari, qui a toujours gardé une distance vis-à-vis de la rébellion – se revendiquant de la société civile – nous explique : « Il y a eu 100 000 tonnes d'uranium extraites et vendues, rapportant environ 2 250 milliards de francs CFA. 291 milliards sont revenus à l'État nigérien. Le Niger et ses populations n'ont pas profité de cette ressource. C'est Areva et la France qui ont profité de cette exploitation depuis 37 ans ».

La guerre s'est donc installée peu à peu au nord du Niger : les populations sont forcées de se déplacer, des zones entières sont minées et certaines villes au nord d'Agadez deviennent des villes fantômes (Iférouane). Les combats et le niveau de violence augmentent chaque mois un peu plus. Et les forces armées nigériennes manquant de motivations,

ses soldats désertent peu à peu pour rejoindre la rébellion, si bien qu'on voit arriver de nouveaux soldats venant des zones plus au sud du Niger. Dans ces conditions, l'armée reflue et ne contrôle plus que les centres urbains. Dans sa retraite, les exactions sont de mises contre les populations civiles selon la maxime « *Si ce n'est toi, c'est donc ton frère* ». (lire le communiqué d'Amnesty du 3 avril 2008 : *Niger : Exécutions et disparitions forcées suite à des représailles menées par l'armée*). Moussa nous prévient : « Il faut que les gens soient sensibles à la question du conflit dans le nord [...]. Il y a un effort que les gens doivent faire pour mieux comprendre les enjeux autour de ce conflit, et éviter d'être manipulé par certains acteurs qui cherchent à présenter le conflit comme un conflit essentiellement touarègue. C'est un problème qui est lié à la question de l'exploitation des ressources et au fonctionnement du cadre démocratique, et les enjeux vont bien au delà de ce qu'on veut bien présenter aux gens. Il ne faut pas voir le problème sous l'angle vraiment réducteur de la question touarègue. »

Areva ne fera pas la loi au Niger

En mars 2008, à Paris, sous l'impulsion d'Issouf Ag Maha et de ses amis du collectif Tchénagen, voit le jour un nouveau collectif de mobilisation *Areva ne fera pas la loi au Niger* que Survie rejoint. Il se donne pour objectif d'attirer l'attention sur la situation qui prévaut au Nord-Niger et dont sont victimes l'ensemble des populations du Niger. En effet, le *black-out* partiel, voir total dans la presse nationale et internationale et le retrait de la grande majorité des Ong de la zone ne favorisent pas la circulation d'une bonne information sur ce qui s'y passe.

Le contexte ne facilite pas l'essor des mobilisations, comme on l'avait vu en 2005 contre la flambée des prix, qui pourtant touchent de plein fouet les populations : « La situation n'est pas du tout bonne. C'est une situation que les populations vivent très difficilement. » explique Moussa Tchangari. Les mobilisations de la société civile, emmenées, à Arlit, par l'ONG Aghri in Man connaissent elles aussi un ralentissement. « Les mobilisations se sont plus ou moins estompées avec ce contexte de rébellion. Il y a toujours des résistances au sein de la société civile. Mais beaucoup de choses ont changé ».



Moussa Tchangari (Ph. Martine Diambou. afriradio.net)

Avant de repartir au Niger, Moussa délivrait un dernier message, qui nous l'espérons sera entendu : « Nous avons besoin de la solidarité de tout le monde dans les luttes que nous menons pour plus de démocratie au Niger. Nous avons besoin que les gens s'intéressent à ce qui s'y passe : à la fois les mauvaises choses mais aussi les bonnes choses qui se passent dans ce pays. On veut que les gens s'intéressent et comprennent qu'Areva, fait des choses graves au Niger qui méritent d'être dénoncées. Pendant quarante ans, cette société a continué à piller les ressources du pays : il faut œuvrer à ce que l'accord avec Areva permette aussi au Niger de tirer profit de ses ressources naturelles. »

Dernièrement, selon le collectif *Areva ne fera pas la loi au Niger*, le gouvernement a attribué 139 permis de recherches à des compagnies canadiennes, chinoises ou australiennes. Le contexte de guerre favorise l'état d'urgence et empêche la tenue d'un débat dans la société nigérienne sur le cadre démocratique. Le président Tandja pourrait bien en profiter pour demeurer au pouvoir sous le prétexte des tensions qui minent le pays. C'est donc bien les minces acquis de la « démocratie » nigérienne qui sont menacés aujourd'hui...

Sebastian Alzarreca